L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 23 OCTOBRE 1878. 52me Année

DUPUOY & LISBET, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI 23 OCTOBRE 1878.

L'Exposition et la République en France.

La journée du lundi 21 octobre a été dignement l'ère de paix et d'apaisement qui a régné en France pendant toute la durée de l'Exposition universelle et elle couvre d'une façon non moins propice la rentrée en scène de la politique un moment oubliée par les populations, lorsque les journaux de parti avaient commencé avec plus ou moins d'ardeur leurs virulentes polémiques, la masse de la nation, affranchie par l'ajournement des Chambres de débats irritants, semblait avoir profité avec joie de la trêve due au grand congrès international de l'industrie, du commerce et des arts.

Les étrangers qui ont visité Paris et la France pendant les mois d'été, ont pu se convaincre, en effet, que le peuple français paraissait uniquement occupé à faire fête à ses visiteurs et qu'il avait banni de ses plaisirs les pensées et jusqu'au nom de la politique.

Depuis plusieurs jours, cependant, l'attention publique venait d'être appelée sur des discours qui avaient ramené les esprits vers les questions sérieuses de la politique.

C'était, d'une part, le chef des gauches, M. Gambetta, qui, avec l'autorité de sa parole et de son talent, réaffirmait à Romans le programme et les principes de son parti. D'autre part, un des membres du ministère, M. de Freycinet, dans une tournée ayant un objet politique non moins qu'un but d'affaires, prononçait des paroles qui ont eu un grand retentissement, car elles annonçaient que le ministère se proposait de suivre une politique de modération et de conciliation.

Les journaux monarchistes n'ont pas manqué de faire ressortir la différence existant entre le langage de M. Gambetta et celui du ministre et d'en conclure que le parti républicain était divisé. D'autres, allant plus loin, ont annoncé une dislocation prochaine du ministère et quelques-uns ont parlé d'une démission possible du maréchal-président. Le *Journal des Débats* a fait la distinction judicieuse que voici :

M. Gambetta a parlé à ses risques et périls, comme un chef de parti, libre, hardi d'allures, et, au total, n'engageant que lui et ceux qui voudront bien le suivre. Autre chose doit être la parole d'un ministre dans un gouvernement parlementaire, lorsqu'il marche homogène et dans les membres sont solidaires les uns des autres. Elle ne saurait être trop mesurée, trop délicatement ménagée, trop circonspecte, parce qu'elle engage le gouvernement lui-même et que tout le monde, ami et ennemi, y cherche et a le droit d'y trouver l'expression presque officielle d'une pensée commune. M. de Freycinet l'a bien comprise, et sa parole ne prête nullement à toutes ces nuances. Il n'est aucun de ses collègues qui n'eût voulu parler ainsi que M. de Freycinet, et tous assurément acceptent la responsabilité de tout ce qu'il a dit. C'est le langage d'un homme de gouvernement.

Si vous voulez connaître les aspirations encore un peu indéterminées d'une fraction du parti républicain, lisez le discours de Romans ; mais le programme du gouvernement, les idées et les sentiments dont il s'inspire, les projets qu'il prépare, c'est dans les discours de M. le ministre des travaux publics que vous les trouverez.

Un décret, en fixant au 24 octobre l'élection des délégués des conseils municipaux pour les élections sénatoriales est venu, sur ces entrefaites, annoncer au pays que l'ouverture d'une campagne politique allait suivre de près la cérémonie de la distribution des récompenses aux exposants.

Cependant, nul ne s'attendait à ce que cette cérémonie qui allait, avec tant d'éclat, mettre le sceau à la plus belle Exposition qui ait encore eu lieu dans le monde, dût être caractérisée par un incident de nature à produire une profonde sensation dans toutes les classes de la population en France et même dans le monde entier où l'on sait avec tant d'intérêt les évolutions politiques qui marquent la carrière si accidentée de ce grand peuple depuis un siècle.

Grande a dû être la surprise des 22,000 spectateurs assemblés dans le palais de l'Industrie et de tous ceux qui ont lu le soir même le compte-rendu de la fête, en entendant ou en lisant la fin du discours du Président Mac-Mahon. Après les félicitations auxquelles on s'attendait sur le succès de l'Exposition, le maréchal abordait subitement un ordre d'idées différent, a parlé avec beaucoup d'animation des conditions politiques et industrielles dans lesquelles se trouve la France et a déclaré que sa grande chaleur d'expansion qu'il maintiendrait la France en république.

On imagine l'émotion qu'a dû produire dans toute la France une déclaration aussi inattendue et aussi catégorique de la part du président, que les partis monarchiques n'avaient pas annoncé à l'espoir d'entraîner dans quelque nouvelle combinaison dirigée contre la république.

Pour nous qui avons toujours cru à l'honnêteté et au patriotisme du maréchal Mac-Mahon, une pareille déclaration ne nous surprend pas.

Il a pu se tromper un moment sur ce que voulait réellement la France, mais désiré par des électeurs sur le sens desquelles il n'y avait pas à se tromper, il a compris que le meilleur moyen pour empêcher la république de venir dans l'arrière du radicalisme, était de la faire accepter par les conservateurs intelligents et de constituer un grand parti modéré sincèrement rallié à la république.

Il faut s'attendre à voir les feuilles monarchiques de toutes nuances, attaquer violemment ce qu'elles appellent la déclaration du maréchal, mais la France, dégoûtée des intrigues de parti qui ce sont si souvent impuissantes à lui offrir un gouvernement stable, acceptera avec une satisfaction profonde une déclaration qui met carrément le chef du pouvoir exécutif d'accord avec les deux chambres du corps législatif sur le principe même du gouvernement.

Le bon fait bonification n'étant plus mise en question, l'intérêt sera plus fixé sur les moyens de les appliquer ou sur la direction à donner aux affaires publiques.

Nous avons dans l'attitude franche et digne du président une garantie pour l'avenir, et nous avons le droit de nous féliciter à voir de la [illegible] à Versailles, ce qui lui donnera une force bien grande pour le rôle qu'elle peut être appelée un jour en France, à jouer dans les affaires extérieures.

A ce double point de vue, la journée du 21 octobre aura une journée mémorable de l'année 1878 et nous pouvons qu'elle nous [illegible] heureux pour la France.

HOTEL D'ORLEANS, VERSAILLES.—Le meilleur Restaurant de Versailles, 14 et 16 rue St-Louis, fondé en 1837 à Paris, par le célèbre Feltz et Succursale de Cannes, un hôtel ouvert d'après [illegible] et de verandahs.

Paris, 2 octobre, midi.

Les dépêches avec du Sénégal, en date du 26 septembre, constatent que l'état sanitaire de la colonie tend à s'améliorer.

Le total des victimes, depuis le commencement de l'épidémie, n'a point dépassé 220.

Etat civil de la Louisiane.

Le collecteur de l'année de 5 mille 1/2 pour toutes les années accuse $112,109 de plus que la collection de 1877 pendant les trois premiers trimestres de l'année.

Pour les comptes de 1877 et de 1878, la collection, pendant le même temps offre en faveur de 1878 une différence de $63,689.

Le total des collections de la taxe de 1877 et janvier 1878 est jusqu'au 1er octobre 1878, de $6338,077. En 1877 au 31 décembre il n'avait été collecté que $6320,674.

On prétendait qu'au 1er janvier 1879 les collections pour les comptes de juillet 1878 et de janvier 1879 auront atteint le chiffre de $7751,117.

Dans les paroisses, les collections de trimestre finissant le 31 décembre 1878 doivent dépasser celles de l'année dernière pour la même période, parceque les récoltes de riz, de coton et de cannes sont et plus avancées et plus belles.

Les bœufs collectés jusqu'au 1er octobre 1878, ($688,077) nous font rentrer de 5 3/4 pour cent sur le chiffre de la taxe, non compris $272,226 qui sont à collecter.

D'après un récent rapport de l'Auditeur des Comptes Publics de l'Etat, il reste à collecter pour 1877, $1462,315 dans la ville et $109,912 dans les paroisses.

TAXES PAYABLES EN 1877.

Taxes d'assessment payables en 1877—ville.....$113,781,814 60
Taxes d'assessment payables en 1877—campagne.....60,819,736 00
Total.....$174,601,824 00

Taxes d'intérêt de 5% mille assessés $6235,799 00
Dites collectés jusqu'au octobre 1878 $62,383 14
Collections faites depuis le 1er octobre 1878 $24,554 29
Dites faites pour les années antérieures à 1877 pour 1877 de $162,816 dans la ville et $56,912 73 dans la campagne.

TAXES PAYABLES EN 1878.

Taxes d'assessment payables en 1878—ville.....$106,931,850 06
Taxes d'assessment payables en 1878—campagne.....64,702,832 50
Total.....$171,634,682 00

Taxe d'intérêt de 5% mille assessés $6004,824 00
Dites collectés jusqu'au 1er octobre 1878 $62,383 14
Collections faites depuis le 1er octobre au 31 décembre 1878.....$47,828 00

Total actuel et collections estimées $6095,979 79
Taxes d'intérêt de 5% sur [illegible] $353,380 00
Dites collectées jusqu'au 1er octobre 1878.....$6,383 00
Collections estimées du 1er octobre au 31 décembre 1878.....284,930 00

Total actuel et collections estimées $6260,117 54.

COMPARAISON ENTRE 1877 ET 1878.

DURANT LES NEUF PREMIERS MOIS DE 1877, JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE 1877.

Pour taxes de 1877.....$272,750 00
Pour toutes les années précédentes.....55,468 77
Total.....$328,208 77

DURANT LES NEUF PREMIERS MOIS DE 1878 JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE 1878.

Pour taxes de 1878.....$328,439 54
Pour toutes les années précédentes.....191,879 79
Total.....$520,319 33

Après avoir lu cet exposé on se demandera comment il se fait que les warrants des officiers constitutionnels pour l'année courante n'ont pas été payés, excepté ceux du premier trimestre. D'autres warrants de l'Etat et les warrants judiciaires sont lourds sur le marché bien qu'ils soient offerts à 75 cents, et d'autres même au-dessous.

Grand meeting dans l'Ascension.

L'hon. J. H. Acklen est arrivé dimanche dans la paroisse Ascension et a harangué un grand meeting dans la salle de ville, à Donaldsonville. Le plus grand enthousiasme a régné pendant et après son discours qui a duré environ deux heures.

Le discours de l'hon. R. N. Sims, lorsque les résolutions ont été présentées par le président du comité, l'hon. Rud. Duffil, a été un remarquable trait de la réunion, et a été bruyamment applaudi. M. Sims a dit que l'hon. J. H. Acklen était le candidat nommé de douze paroisses du troisième district congressionnel et de toute la [illegible] que la confiance de son district dans son intégrité et son honneur n'était pas diminuée qu'il avait porté la bannière de la démocratie à la victoire en 1876, et la ferait marcher en 1878 ; que ses constituants ne reconnaissaient à aucun comité d'Etat ou autre l'autorité de dicter ses vues de [illegible] et que l'Ascension l'appuierait jusqu'à la fin.

Ce qui suit est le procès-verbal officiel du meeting, signé par le Président et le secrétaire :

Donaldsonville, Lne., 20 octobre 1878.

Dans un meeting tenu ici aujourd'hui après convocation publique, l'Hon. Prsd. Duffil, président temporaire, a appelé l'assemblée à l'ordre, sur quoi motion a été faite et secondée que l'Hon. R. N. Sims soit le président du dit meeting et le Capitaine Landry, secrétaire. Cela ayant été fait, le Président a dit alors que l'objet du meeting était bien connu de tout le monde et qu'il n'était pas nécessaire d'entendre l'Hon. J. H. Acklen sur la situation politique, mais de lui donner que l'appréciation de la paroisse à l'égard de sa conduite passée et que sa confiance en lui pour l'avenir étaient restées entières.

Sur motion, le Président a nommé alors un comité pour les résolutions. On a appelé ensuite M. Acklen qui s'est levé et a harangué le meeting pendant environ deux heures, sur les affaires publiques nationales et sur les affaires d'Etat.

Après quoi, le président du comité sur les résolutions, l'hon. Prsd. Duffil, a fait le rapport suivant :

Nous voyons avec [illegible] la tentative de quelques ennemis personnels de l'hon. J. H. Acklen, à Plaquemine, paroisse Ste-Marie, de se faire pour eux un capital politique à être [illegible] en prenant de passer des résolutions [illegible] en sa campagne politique. Le troisième district congressionnel, nous en sommes sûrs, a trop de bon sens dans son habile représentant ; un Georges [illegible] pour être affecté par de pareils procédés de la part de quelques individus, ou pour être [illegible] dans cette confiance en son honneur par les histoires [illegible] que font circuler ses ennemis [illegible] comme [illegible] dans ses campagnes politiques.

Certains individus de Ste-Marie font appel aux [illegible] pour avoir une expression d'opinion, — l'opinion répond — et par ses citoyens [illegible] et [illegible] ;

Attendu [illegible] dans l'honneur et l'intégrité de notre habile représentant au Congrès, l'hon. J. H. Acklen, [illegible] souffert des derniers scandales associés contre lui — que nous approuvons pleinement sa conduite et que nous nous engageons à lui donner l'appui qui de la démocratie de notre paroisse ;

Résolu, que la [illegible] et chacune, le président du meeting l'hon. R. N. Sims, a prononcé un dernier discours en faveur de l'adoption. Mis à voix alors et la résolution a été [illegible] à l'unanimité au milieu de plus [illegible] enthousiasme.

Sur motion, le meeting s'est ajourné.

(Signé) Le Progrès Ascnsny,
Président.

Approuvé :
R. N. Sims, Président.

Une dépêche de Paris reçue par la maison J. Vampole lui annonce que ses [illegible] et bitters ont obtenu une médaille de première classe.

ALLEMAGNE.

Les relations avec la France.

Londres, 18 octobre.—Une dépêche de Berlin dit que le prince de Hohenlohe a dit [illegible] que depuis les affaires faites à la France [illegible] en des rapports plus grands pour le mieux qu'elle pouvait être espérer un jour ou l'autre, à jouer dans les affaires extérieures.

A ce double point de vue, la journée du 21 octobre aura une journée mémorable de l'année 1878 et nous pouvons qu'elle nous [illegible] heureux pour la France.

HOTEL D'ORLEANS, VERSAILLES.—Le meilleur Restaurant de Versailles, 14 et 16 rue St-Louis, fondé en 1837 à Paris, par le célèbre Feltz et Succursale de Cannes, un hôtel ouvert d'après [illegible] et de verandahs.

Paris, 2 octobre, midi.

Les dépêches avec du Sénégal, en date du 26 septembre, constatent que l'état sanitaire de la colonie tend à s'améliorer.

Le total des victimes, depuis le commencement de l'épidémie, n'a point dépassé 220.

DISCOURS DE M. DE FREYCINET A BORDEAUX.

Voici le discours prononcé le 26 septembre au banquet du conseil municipal par M. de Freycinet :

Messieurs,

J'éprouve une profonde émotion en me retrouvant dans ces lieux si pleins pour moi de cruels souvenirs qui reviennent encore les paroles qui viennent d'être prononcées : tant ici me rappelle cette guerre terrible que nous avons traversée ensemble et où le département de la Gironde fit si noblement, et vaillamment son devoir.

Je me rappelle ces légions qui sont parties de Bordeaux, je me rappelle avec quel héroïsme elles se sont conduites sur les champs de bataille. (Applaudissements.) Hélas ! nos efforts ne furent pas couronnés de succès ; mais je crois que nous n'avons pas à les regretter : nos efforts, c'est à l'énergie, à la persévérance, à l'esprit de sacrifice que la France a montrés dans cette rude épreuve, qu'elle a dû de reconquérir l'estime du monde, que cette guerre, follement entreprise, lui avait fait perdre.

On nous a reproché d'avoir poussé à la résistance outre mesure ; on a dit que nous avions ainsi prodigué inutilement l'or et le sang de la France. Je ne le crois pas, messieurs ; je crois que, dans l'ordre moral, il n'y a jamais rien d'inutile. (Très bien ! et applaudissements.)

Et si, depuis 1871, la France a été respectée, si ses frontières n'ont pas été attaquées de nouveau, c'est probablement parce que notre résistance prolongée qu'elle doit. (C'est vrai ! — Très bien ! très bien !) Si elle a vu le régime qui nous est cher, l'avoir maintenu dans le pays, si, à vous, comme à moi, si à la république a pu être affermie et prospérer malgré tant de circonstances contraires, c'est parce qu'elle avait son berceau dans la défense nationale. (Applaudissements.)

Nous avons aujourd'hui, Dieu merci, à nous consacrer à une œuvre moins tragique. Nous avons deux choses à faire : nous avons, comme vous l'avez dit, à doter la France d'un gouvernement stable et à assurer l'union dans ce pays. Un gouvernement stable, messieurs, savez-vous ce que c'est par ce temps de libre discussion et de souveraineté nationale ? Un gouvernement stable, c'est un bon gouvernement ; il n'y a que ceux-là qui durent, il n'y a que ceux-là qui méritent de durer. (Très bien ! et applaudissements.)

C'est donc un bon gouvernement que nous devons nous appliquer à fonder ; mais les bons gouvernements, je l'ai dit souvent ne se démontrent ni par le raisonnement, ni par les théories, ni par les formules abstraites : ils se démontrent par leurs résultats. (Nouveaux applaudissements.) La France est lasse de toutes les discussions métaphysiques sur le mérite comparatif des formes politiques ; ce qu'elle réclame, c'est d'être gouvernée selon ses goûts, ses aspirations, ses tendances, ses besoins légitimes. (Assentiment général.)

Sachons comprendre tous ces grands intérêts, ces intérêts moraux aussi bien que matériels ; sachons les comprendre, les servir, et nous aurons fait notre paye de ce gouvernement stable que nous ambitionnons pour lui.

C'est là l'œuvre qui nous incombe à nous républicains. Nous sommes mis en demeure aujourd'hui de l'accomplir. L'heure est décisive et j'ajoute qu'elle est éminemment propice. Nous occupons le pouvoir, nous sommes en possession d'une majorité incontestée, nous nous appuyons sur ce que des voix dédaigneuses ont appelé le nombre, sur ce que j'appelle, moi, la souveraineté nationale. (Bravos et applaudissements.)

Nous avons pour nous le droit et le fait ; il dépend de nous, et de nous seuls, de notre sagesse, de notre raison, de notre esprit de prudence, de notre modération politique, il dépend de nous seuls, dis-je, que ce fait se change en un fait définitif et que nous voyons enfin se clore, comme on l'a dit si souvent en vain, l'ère des changements politiques. (Vive approbation.)

Messieurs, je vous demande pardon ; je suis encore un peu sous l'émotion de ce que vous avez dit tout à l'heure. Quand vous parlez de la défense nationale, il n'est bien difficile de vous entendre sans me sentir ravahi par des sentiments que vous connaissez. (Marques sympathiques de sympathie.)

Quant à moi, messieurs, cette épreuve je la redoute pas : je l'aborde avec confiance, car ce peuple qu'on a si souvent dépeint comme ingouvernable, le dirai-je pas à dire que c'est le plus facile et le plus intelligent des peuples ; je l'ai beaucoup vu dans diverses circonstances, dans ces derniers jours, je me suis approché de lui autant que je l'ai pu : eh bien, j'ai constaté que ce peuple ne demande à ses gouvernants que deux choses : s'occuper de lui et ne pas le tromper. (Marques d'assentiment.)

Avec la bonne volonté et la bonne foi, on obtient de ce peuple ce qu'on veut (C'est vrai !—Très bien ! très bien !) ; il est toujours prêt à accorder crédit à ses gouvernants, et, ce qui m'étonne, c'est qu'il y soit resté aussi disposé qu'il l'est (Rires approbatifs), après avoir été aussi souvent et parfois aussi cruellement trompé ; sa confiance est si inaltérable que tous les jours qu'on s'adresse à ses bons sentiments, quand on se montre désintéressé et sincère, on se fait accepter de lui, on lui fait aimer et respecter l'autorité. (Applaudissements.)

Quant à Punion, messieurs, dont je parlais également et que je considère comme le second point de notre tâche, oh ! bien ! cette union est plus avancée dans le pays que les politiciens ne pensent. Vous, les partis se désagrègent, et les nouvelles recrues nous arrivent de toutes parts ; dans ces classes que l'on appelle dirigeantes et qui, depuis quelques années, ont été dirigées et, qu'elles me permettent de le leur dire, souvent imprudemment dirigées, on comprend de plus en plus que qu'il n'est ni bon ni sage de se tourner le dos à la volonté du pays, et qu'il y a quelque chose de plus grand, de plus [illegible] et de plus [illegible] que [illegible] raisonné, c'est de le connaître et de le satisfaire. (Très bien ! très bien !)

Ah ! messieurs, [illegible] à poche certaines individualités inquiètes et remuantes, des esprits aigris, déçus dans leur ambition, qui ne nous pardonnent pas d'avoir eu raison sur eux et qui seront les ennemis irréconciliables de tout [illegible] dans [illegible] ; [illegible] ces gens-là ! [illegible] ; la [illegible] ; [illegible] ; [illegible] ;